

LUBRIZOL : EXIGEONS LA VÉRITÉ

CAPITALISTES COUPABLES ET PRÉFET COMPLICE

Chaque jour aura donc amené son lot de nouvelles scandaleuses depuis la catastrophe de jeudi 26 septembre. Non seulement le propriétaire de Lubrizol, le capitaliste Warren Buffet, 3ème fortune mondiale, doit payer, mais les incompetents qui ont mis nos vies en danger doivent dégager !

Insupportables !

Les nouveaux éléments rendus publics le sont ! Le préfet tout comme l'ensemble des ministres ont, les uns après les autres, passé leur temps à dire que ce n'était pas dangereux ou que tout était sous contrôle ; quand nos nez, nos poumons et nos yeux nous disaient le contraire et que cela a été confirmé par les découvertes successives.

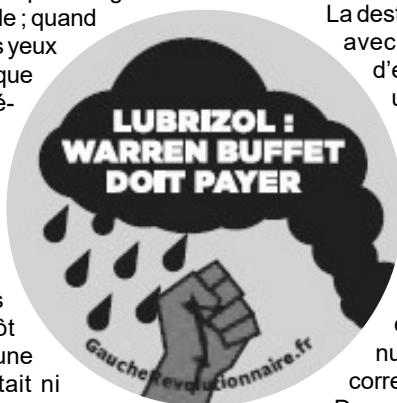
La direction de Lubrizol se fout de nous en portant plainte contre X. Elle a, elle-même, créé les conditions de la catastrophe en stockant une partie des produits de Lubrizol dans l'entrepôt de Normandie Logistique, une entreprise voisine qui n'était ni classée Seveso ni équipée pour cela. Pourquoi ? Pour engranger plus de profits !

Travailleurs et populations mis en danger

De plus en plus, les entreprises comme Lubrizol ont recours à la sous-traitance pour verser moins de salaires et sans regarder ainsi au plus près les questions de sécurité. Les législations sont de moins en moins contraignantes. Ainsi les multinationales peuvent amasser plus de profits en mettant nos vies

et celles des travailleurs de ces entreprises en danger.

Les différentes lois adoptées par les gouvernements successifs, de Sarkozy à aujourd'hui, ont créé cette situation. Il n'y a plus assez de personnel pour effectuer des inspections dans les entreprises. La disparition des comités hygiène et sécurité (CHSCT), qui permettait aux syndicats de sonner l'alerte quand les dangers au travail étaient trop grands, est l'un des pires exemples de ce qu'entraînent ces politiques de destruction des droits des travailleurs, renforcée par les lois travail I et II.



La destruction des services publics, avec la suppression de milliers d'emplois, a rendu impossible une réaction à la hauteur de la situation. Le nettoyage, l'alerte aux habitants, la mise en place d'équipes sanitaires pour aller rencontrer la population et notamment les plus fragiles, pour apporter de l'eau ou de la nourriture, sont devenus impossibles dans des délais corrects.

Dans un pays aussi développé que la France, c'est aberrant, mais c'est la suite logique des politiques de Sarkozy-Hollande-Macron. Il n'y a pas assez d'employés dans les services publics mais le gouvernement entend supprimer encore plus de 1000 postes dans la Santé et près de 5000 au ministère de l'écologie d'ici 2022.

Incompétence du préfet

Le choix de ne donner l'alerte qu'à 7h48 est le premier signe de l'incompétence du préfet. Et tous ces jours, aucune consigne claire n'a

LUBRIZOL : EXIGEONS LA VÉRITÉ

CAPITALISTES COUPABLES ET PRÉFET COMPLICE

Chaque jour aura donc amené son lot de nouvelles scandaleuses depuis la catastrophe de jeudi 26 septembre. Non seulement le propriétaire de Lubrizol, le capitaliste Warren Buffet, 3ème fortune mondiale, doit payer, mais les incompetents qui ont mis nos vies en danger doivent dégager !

Insupportables !

Les nouveaux éléments rendus publics le sont ! Le préfet tout comme l'ensemble des ministres ont, les uns après les autres, passé leur temps à dire que ce n'était pas dangereux ou que tout était sous contrôle ; quand nos nez, nos poumons et nos yeux nous disaient le contraire et que cela a été confirmé par les découvertes successives.

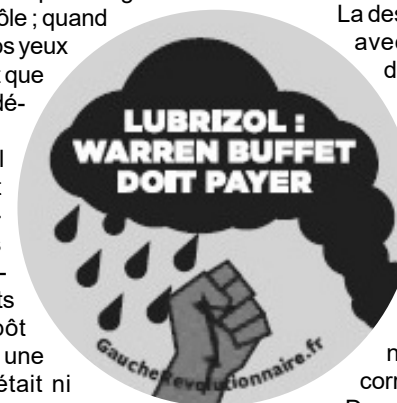
La direction de Lubrizol se fout de nous en portant plainte contre X. Elle a, elle-même, créé les conditions de la catastrophe en stockant une partie des produits de Lubrizol dans l'entrepôt de Normandie Logistique, une entreprise voisine qui n'était ni classée Seveso ni équipée pour cela. Pourquoi ? Pour engranger plus de profits !

Travailleurs et populations mis en danger

De plus en plus, les entreprises comme Lubrizol ont recours à la sous-traitance pour verser moins de salaires et sans regarder ainsi au plus près les questions de sécurité. Les législations sont de moins en moins contraignantes. Ainsi les multinationales peuvent amasser plus de profits en mettant nos vies

et celles des travailleurs de ces entreprises en danger.

Les différentes lois adoptées par les gouvernements successifs, de Sarkozy à aujourd'hui, ont créé cette situation. Il n'y a plus assez de personnel pour effectuer des inspections dans les entreprises. La disparition des comités hygiène et sécurité (CHSCT), qui permettait aux syndicats de sonner l'alerte quand les dangers au travail étaient trop grands, est l'un des pires exemples de ce qu'entraînent ces politiques de destruction des droits des travailleurs, renforcée par les lois travail I et II.



La destruction des services publics, avec la suppression de milliers d'emplois, a rendu impossible une réaction à la hauteur de la situation. Le nettoyage, l'alerte aux habitants, la mise en place d'équipes sanitaires pour aller rencontrer la population et notamment les plus fragiles, pour apporter de l'eau ou de la nourriture, sont devenus impossibles dans des délais corrects.

Dans un pays aussi développé que la France, c'est aberrant, mais c'est la suite logique des politiques de Sarkozy-Hollande-Macron. Il n'y a pas assez d'employés dans les services publics mais le gouvernement entend supprimer encore plus de 1000 postes dans la Santé et près de 5000 au ministère de l'écologie d'ici 2022.

Incompétence du préfet

Le choix de ne donner l'alerte qu'à 7h48 est le premier signe de l'incompétence du préfet. Et tous ces jours, aucune consigne claire n'a



été donnée sauf celle de continuer comme avant, pour le seul bénéfice du patronat local.

Dans cette désorganisation complète, ce sont les travailleurs des transports, de l'éducation, et de nombreux autres services et entreprises qui ont du imposer la suspension du travail. Or, il aurait fallu suspendre toute l'activité non nécessaire pendant plusieurs jours, en attendant d'être sûrs que l'air était redevenu normal.

Et plusieurs jours après, dans de nombreuses écoles, crèches, collèges, les enfants sont tombés malades mais le personnel s'est vu empêcher d'exercer un droit de retrait dans de nombreux établissements. Le collègue Jean Lecanuet a même dû faire grève, avec succès, pour imposer cette reconnaissance du danger.

Dans les entreprises, les salariés ont souvent été obligés de prendre sur leurs congés pour ne pas venir, d'autres ont dû se mettre en arrêt maladie comme à la TCAR. Des entreprises comme la MATMUT et d'autres imposent que même le jour de la catastrophe soit pris sur les jours de congés annuels !

Assez de ces incompetents qui jouent avec notre santé et celle des enfants

Quant à la mairie de Rouen qui désormais porte plainte contre X, elle n'a pris aucune mesure (il aurait fallu fermer toutes les écoles) ni ne s'est jamais inquiétée de la sécurité à Lubrizol.

La mobilisation doit continuer car c'est la grande manifestation de mardi 1er octobre qui a fait bouger les choses et obligé le gouvernement et le préfet à rendre publics certains éléments. Mais ça ne suffit pas !

Nous rejoignons les revendications du collectif unitaire lancé à l'initiative des syndicats et des associations pour exiger la vérité sur Lubrizol.

Nous exigeons aussi :

- **Le préfet et les autres incompetents à la tête des institutions mettent nos vies en danger : qu'ils dégagent**
- **Droit de retrait pour les travailleurs qui se sentent menacés**
- **Une commission d'enquête indépendante ayant accès à toutes les données et toutes les informations, aucune confiance dans une commission dirigée par la préfecture**
- **Pour le contrôle par les travailleurs et leurs syndicats de toutes les entreprises dangereuses de l'agglomération, et pour l'embauche du nombre de travailleurs qui leur semble nécessaire pour assurer la sécurité des sites**
- **Warren Buffet doit payer. S'il refuse de le faire, que les usines de son groupe soient nationalisées sous le contrôle des travailleurs et de la population, et ainsi permettre une production qui ne soit ni polluante ni dangereuse.**

Ce qui s'est passé à Lubrizol est un avertissement car ce genre de catastrophe peut se reproduire à mesure des politiques de gouvernements pro-capitaliste comme celui de Macron. Le capitalisme et sa dictature du profit exploite les travailleurs et menace les populations. Il va falloir changer tout ça, lutter pour une société réellement démocratique, où l'économie est en propriété publique, sous le contrôle et la gestion démocratique des travailleurs et de la population, pour décider ce qu'on produit et satisfaire les besoins de toutes et tous et non les profits d'une poignée d'actionnaires capitalistes. C'est le véritable socialisme, et nous t'invitons à lutter pour cela avec nous.

Ce tract a été édité par la Gauche Révolutionnaire
Contacte-nous pour discuter et agir avec nous !

grcontact@hotmail.com - Tel : 06.14.07.45.19
Facebook / Twitter : Gauche Révolutionnaire

www.gaucherevolutionnaire.fr



été donnée sauf celle de continuer comme avant, pour le seul bénéfice du patronat local.

Dans cette désorganisation complète, ce sont les travailleurs des transports, de l'éducation, et de nombreux autres services et entreprises qui ont du imposer la suspension du travail. Or, il aurait fallu suspendre toute l'activité non nécessaire pendant plusieurs jours, en attendant d'être sûrs que l'air était redevenu normal.

Et plusieurs jours après, dans de nombreuses écoles, crèches, collèges, les enfants sont tombés malades mais le personnel s'est vu empêcher d'exercer un droit de retrait dans de nombreux établissements. Le collègue Jean Lecanuet a même dû faire grève, avec succès, pour imposer cette reconnaissance du danger.

Dans les entreprises, les salariés ont souvent été obligés de prendre sur leurs congés pour ne pas venir, d'autres ont dû se mettre en arrêt maladie comme à la TCAR. Des entreprises comme la MATMUT et d'autres imposent que même le jour de la catastrophe soit pris sur les jours de congés annuels !

Assez de ces incompetents qui jouent avec notre santé et celle des enfants

Quant à la mairie de Rouen qui désormais porte plainte contre X, elle n'a pris aucune mesure (il aurait fallu fermer toutes les écoles) ni ne s'est jamais inquiétée de la sécurité à Lubrizol.

La mobilisation doit continuer car c'est la grande manifestation de mardi 1er octobre qui a fait bouger les choses et obligé le gouvernement et le préfet à rendre publics certains éléments. Mais ça ne suffit pas !

Nous rejoignons les revendications du collectif unitaire lancé à l'initiative des syndicats et des associations pour exiger la vérité sur Lubrizol.

Nous exigeons aussi :

- **Le préfet et les autres incompetents à la tête des institutions mettent nos vies en danger : qu'ils dégagent**
- **Droit de retrait pour les travailleurs qui se sentent menacés**
- **Une commission d'enquête indépendante ayant accès à toutes les données et toutes les informations, aucune confiance dans une commission dirigée par la préfecture**
- **Pour le contrôle par les travailleurs et leurs syndicats de toutes les entreprises dangereuses de l'agglomération, et pour l'embauche du nombre de travailleurs qui leur semble nécessaire pour assurer la sécurité des sites**
- **Warren Buffet doit payer. S'il refuse de le faire, que les usines de son groupe soient nationalisées sous le contrôle des travailleurs et de la population, et ainsi permettre une production qui ne soit ni polluante ni dangereuse.**

Ce qui s'est passé à Lubrizol est un avertissement car ce genre de catastrophe peut se reproduire à mesure des politiques de gouvernements pro-capitaliste comme celui de Macron. Le capitalisme et sa dictature du profit exploite les travailleurs et menace les populations. Il va falloir changer tout ça, lutter pour une société réellement démocratique, où l'économie est en propriété publique, sous le contrôle et la gestion démocratique des travailleurs et de la population, pour décider ce qu'on produit et satisfaire les besoins de toutes et tous et non les profits d'une poignée d'actionnaires capitalistes. C'est le véritable socialisme, et nous t'invitons à lutter pour cela avec nous.

Ce tract a été édité par la Gauche Révolutionnaire
Contacte-nous pour discuter et agir avec nous !

grcontact@hotmail.com - Tel : 06.14.07.45.19
Facebook / Twitter : Gauche Révolutionnaire

www.gaucherevolutionnaire.fr